

## TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE AU 3<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2019 :

### La morosité du climat des affaires se confirme, alimentée par les difficultés fiscales

Ce document intitulé Tableau de Bord Trimestriel de l'Economie publié par le GICAM, présente la tonalité des activités économiques au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019, reflétée par les opinions exprimées par les chefs d'entreprises sur l'évolution de l'activité dans leurs entreprises respectives.

Il présente aussi une vue des anticipations de ces derniers sur le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019. Les indicateurs de mesure choisis dans le cadre de ce tableau de bord sont de deux ordres :

- la tendance de l'activité au cours de la période sous revue (3<sup>ème</sup>

trimestre) et de celle du trimestre suivant,

- une évaluation de l'environnement interne et externe de l'entreprise.

Aussi, les chefs d'entreprises ont aussi été invités à se prononcer sur d'autres indicateurs à caractère transversal et à exprimer leurs attentes spécifiques ainsi que des propositions d'amélioration. L'analyse qui est faite de ces données consiste à procéder à des comparaisons avec les tendances observées au cours du trimestre précédent et pendant le même trimestre de l'année n-1.

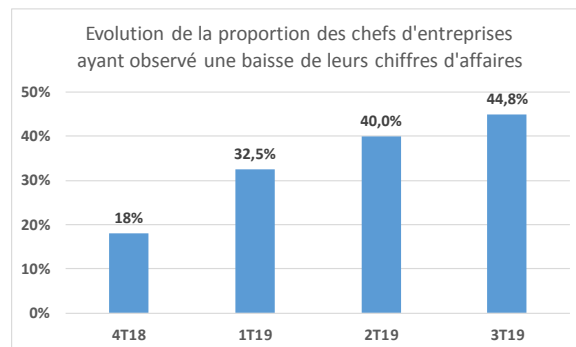
### 1 Tonalité des activités au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019 : une pression fiscale permanente au menu d'une conjoncture de plus en plus difficile

Au cours du troisième trimestre 2019, une grande proportion des chefs d'entreprises indique avoir observé une dégradation significative de leurs chiffres d'affaires par rapport au trimestre précédent.

En effet, **75%** des chefs d'entreprises ont observé, soit une stagnation, soit un ralentissement de leurs activités contre **65%** au cours du trimestre précédent. Dans un profil temporel, cette baisse observée dans les activités des entreprises est de plus en plus importante depuis plus d'un an.

En effet, la proportion des chefs d'entreprise ayant observé une baisse au cours du 3T19 qui est de **44,88%** est la plus élevée depuis le 4<sup>ème</sup> trimestre 2018 (**18%**). Cette proportion a ainsi évolué pour être à **32%** au 1<sup>er</sup> trimestre 2019 et **40%** au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019.

Les opinions concernant l'évolution des stocks sont relativement optimistes avec cependant une intensité moindre observée entre le 2<sup>ème</sup> et le troisième trimestre. Ces opinions expriment pour 22,41%, une baisse par rapport au trimestre précédent (29%).



Pour ce qui est des investissements, des opinions exprimées, il ressort une tendance à la stabilité.

En comparaison avec la même période de l'année antérieure, un autre indicateur reflète la dégradation continue des conditions d'activité des entreprises : **la pression fiscale**.

Elle est de plus en plus perceptible. En effet, la proportion de chefs d'entreprises indiquant avoir ressenti un desserrement de l'étau fiscal n'a jamais dépassé 10% au cours des quatre derniers trimestres. A l'opposé, un nombre toujours plus important

de chefs d'entreprises se plaignent de la hausse de l'étreinte fiscale tant en ce qui

concerne les taux que les procédures.

Tendance de l'activité	Hausse	Stable	Baisse	ND	Total
Tendance du Chiffre d'Affaires	24,14 ↓	31,03 ↗	44,83 ↗	0,00	100%
Tendance des stocks (de Matières premières et de produits finis)	12,07 ↓	32,76 ↗	22,41 ↓	32,76	100%
Tendance de l'endettement	34,48 ↓	36,21 ↓	17,24 ↗	12,07	100%
Tendance de la trésorerie	12,07 ↓	37,93 ↗	46,55 ↗	3,45	100%
Tendance des investissements	20,69 ↓	43,10 ↗	27,59 ↓	8,62	100%
Tendance de la pression fiscale	60,34 ↗	31,03 ↓	6,90 ↓	1,72	100%
Tendance des effectifs	17,24 ↗	60,34 ↓	18,97 ↓	3,45	100%

↓ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

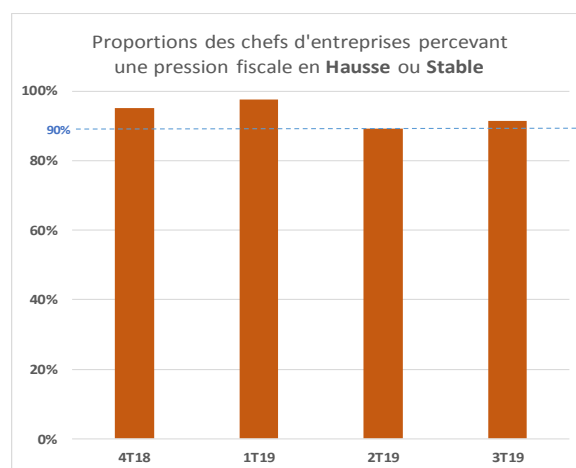
De manière spécifique, des chefs d'entreprises ont par exemple déploré l'anachronisme et le caractère improductif de certaines dispositions fiscales. A titre illustratif, les pouvoirs publics affichent leur volonté de promouvoir les exportations bois débité, mais en même temps, augmentent les **taxes à l'exportation tant sur les grumes que sur le bois débité**.

Ont également été évoqué :

- La résurgence de divers contrôles fiscaux et parafiscaux, couplée au chevauchement de ceux-ci,
- **La subjectivité de certains contrôleurs** qui conduisent de manière peu efficace des missions de contrôle qui se terminent souvent par des **redressements fallacieux, disproportionnés et exorbitants** ;
- **L'interprétation à vitesse variable**, d'un contrôleur à un autre, des dispositions de la loi de finances 2020.

Le poids de la fiscalité pèse particulièrement sur la trésorerie dont la dégradation est observée auprès de 46,5% des chefs d'entreprises. A l'évidence, ces difficultés de trésorerie influencent la capacité d'auto-financement des entreprises et déteint sur leurs capacités à emprunter ; d'où une tendance à l'endettement en déclin, selon les avis recueillis au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019. S'agissant particulièrement de la trésorerie, la proportion de chefs d'entreprises ayant observé une dégradation de près de **44% à 46%**. Les

opinions s'étant exprimé pour une hausse de cet indicateur est passé de **27% à 12%**.



Comme déjà relevé, la perception d'une fiscalité au caractère de plus en plus contraignant s'est accentuée. De 41,8% au 2<sup>ème</sup> trimestre, ce sont désormais 60,34% des chefs d'entreprises qui se disent impactés par l'augmentation de la pression fiscale ; cette proportion rejoint ainsi son niveau observé au 1<sup>er</sup> trimestre.

Ceci est d'autant plus préoccupant qu'au 1<sup>er</sup> trimestre, la perception pouvait se justifier par l'entrée en vigueur des innovations de la loi de finances.

Au regard des sept indicateurs qui figurent en entrée du tableau ci-dessus on note une conjoncture de plus en plus défavorable. La proportion des répondants qui perçoivent une dégradation de la situation est en nette augmentation depuis 3 trimestres pour la plupart de ces facteurs.

Malgré ces difficultés, une bonne proportion des entreprises a maintenu inchangé, la taille de leurs effectifs, soit **60%** contre **61,82%** au 2<sup>ème</sup> trimestre. Cette tendance s'est maintenue depuis le début d'année 2019.

### Tendance anticipée pour le 4T19

La tendance à la morosité se confirme, même par anticipation pour le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019.

En effet, malgré une légère embellie sur la base du chiffre d'affaires (hausse de la proportion des opinions favorables passant de 32% à 39%), un sentiment global de

pessimisme transparait des avis exprimés sur l'évolution anticipée des autres indicateurs.

C'est ainsi que la majorité redoute une pression fiscale plus forte (**48%**) ou à minima stable (**31%**).

Il en découle de cet environnement hostile des anticipations prudentes sur les projections en termes d'investissements et de recrutements et même d'endettement.

La proportion de chefs d'entreprises qui projettent de procéder à des recrutements pour accroître leurs effectifs reste inférieure à 10%.

Tendance anticipée (4T19)	Hausse	Stable	Baisse	NC	Total
Tendance du Chiffre d'Affaires	39,66% ↗	25,86% ↓	24,14% ↓	10,34%	100,00%
Tendance des stocks (de Matières premières et de produits finis)	22,41% ↗	22,41% ↓	13,79% ↓	41,38%	100,00%
Tendance de l'endettement	20,69% ↓	37,93% ↓	20,69% ↗	20,69%	100,00%
Tendance de la trésorerie	24,14% ↗	31,03% ↓	29,31% ↓	15,52%	100,00%
Tendance des investissements	15,52% ↗	34,48% ↓	25,86% ↓	24,14%	100,00%
Tendance de la pression fiscale	48,28% ↗	31,03% ↓	5,17% ↓	15,52%	100,00%
Tendance des effectifs	12,07% ↗	51,72% ↓	22,41% ↗	13,79%	100,00%

↓ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

## 2 Faiblesses et menaces : Tracasseries administratives, insécurité et difficultés d'accès aux devises comme entraves les plus perceptibles

Douze paramètres ont été retenus pour évaluer le poids des faiblesses internes aux entreprises, ou des menaces relatives à l'environnement externe des affaires.

Parmi ces 12 paramètres, **les tracasseries administratives, l'insécurité**, notamment en lien avec la situation des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et **les difficultés d'accès aux devises** sont les entraves qui, aux yeux des chefs d'entreprises, ont constitué les menaces les plus répandues au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2019.

(i) 79,3% des chefs d'entreprises interrogés au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019 pointent du doigt les tracasseries administratives comme entraves très importante (32,7%) ou importante (46,5%) au développement de leurs affaires. Manifestement, les interrelations "houleuses" avec les services

du fisc ne devraient pas être étrangers à cette perception.

(ii) En termes d'envergure, l'insécurité se présente comme la seconde entrave la plus ressentie par les chefs d'entreprises. L'impact de la crise qui sévit dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a été ressenti de manière très importante ou importante par plus de **72%** des chefs d'entreprises. Cette proportion était de **80%** au 2<sup>ème</sup> trimestre.

(iii) Les difficultés d'accès aux devises continuent de peser négativement sur l'activité des entreprises. 72,4% des chefs d'entreprises interrogés estiment que celles-ci ont été un handicap important ou très important pour leurs affaires au cours du trimestre.

Il convient cependant de relever que l'intensité de ce facteur paraît moins forte (tout au moins au regard de la baisse des opinions estimant que son impact est très important, qui passe de **72%** à **55%**). Ceci donne à penser que les actions de d'informations et les mesures prises par la Banque Centrale commencent à porter des fruits.

(iv) La troisième entrave au développement des affaires au cours du trimestre concerne

**l'insuffisance de la demande.** Au total, **69%** des chefs d'entreprises estiment avoir rencontré des difficultés très importantes ou importantes à vendre leurs produits/services.

Le poids de ce facteur est sans doute à mettre en lien avec les problématiques sécuritaires qui limitent l'accès à de pans importants du territoire national. L'ampleur de cette contrainte a explosé car il n'avait été évoqué que par **52%** des chefs d'entreprises au trimestre 2.

Faiblesses/menaces	Très important	Important	Peu important	Sans Avis	Total
Insuffisance de la demande	34,48 ↗	34,48 ↗	29,31	1,72	100
Insuffisance des capacités (équipements, matériels, ...)	6,90 ↓	32,76 ↗	55,17	5,17	100
Insuffisance du personnel qualifié que vous avez des difficultés à accroître	3,45 ↓	31,03 ↗	63,79	1,72	100
Difficultés d'accès aux financements	34,48 ↗	25,86 ↓	37,93	1,72	100
Difficultés d'approvisionnement	31,03 ↗	24,14 ↓	31,03	13,79	100
Insuffisance d'énergie électrique et des autres infrastructures	37,93 ↗	27,59 ↗	32,76	1,72	100
Concurrence déloyale	37,93 ↓	27,59 ↓	25,86	8,62	100
Tracasseries administratives	32,76 ↓	46,55 ↗	12,07	8,62	100
Retard de paiement (délais de paiement, décomptes des marchés, crédits de TVA)	34,48 ↓	29,31 ↗	32,76	3,45	100
Difficultés d'accès aux devises	55,17 ↓	17,24 ↗	18,97	8,62	100,00
Insécurité dans les régions du SW et NW	41,38 ↓	31,03 ↗	22,41	5,17	100,00
Nouvelles dispositions de la LDF 2019	32,76 ↗	27,59 ↓	31,03	8,62	100,00

↓ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

D'autres contraintes exprimées par les chefs d'entreprises et identifiées dans le tableau précédent sont notamment, la concurrence déloyale, l'insuffisance d'énergie électrique et des autres infrastructures, le retard des paiements, les difficultés d'accès aux financements et les Nouvelles dispositions de la LDF 2019.

Par ailleurs, les préoccupations liées aux équipements, aux capacités installées et aux recrutements et à la main d'œuvre ne semblent pas avoir particulièrement gêné les chefs d'entreprises.

#### Autres préoccupations exprimées.

D'autres préoccupations ont été évoquées par les chefs d'entreprises telles que les **tarifs portuaires** qui ne cessent d'augmenter,

**l'absence ou la faible régulation** dans la distribution des contenus audiovisuels et la grande distribution.

De manière générale, les chefs d'entreprises relèvent plusieurs autres facteurs exogènes qui ont contribué à plomber leurs activités au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2019. Entre autres **l'augmentation de certains tarifs au port de Douala (redevances, location d'espace, taxe au conteneur...), la concurrence déloyale dans certains secteurs et la faible prise en main de ses nouvelles missions par l'administration en charge des normes.**

### 3 Forces et opportunités : les opportunités pertinentes se rarifient ...

Cette édition du tableau de bord a interrogé les chefs d'entreprises sur le poids des six facteurs dans les performances réalisées par leurs unités de production. Cette section indique ainsi les pourcentages des opinions exprimées sur les forces internes à l'entreprise et sur les opportunités offertes par l'environnement externe à l'entreprise.

En plus des facteurs examinés lors des trimestres précédents, un sixième facteur a été rajouté à savoir le Statut spécial de Zone Economiquement Sinistré attribué aux régions du SW, NW, et EN.

A l'analyse des avis des chefs d'entreprises, au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2019, il apparaît que **très peu d'opportunités se sont présentées**.

S'agissant par exemple du **Statut de zone économiquement sinistré** attribué au SW, NW et EN, la proportion des chefs d'entreprises qui pensent que l'influence de ce statut a influencé leurs activités est très

faible (10,34%). A l'opposé, plus de la moitié (50,90%) pense que l'impact est peu important. Le fait que le contenu de ce statut ne soit pas encore maîtrisé pourrait expliquer cette tendance.

Sur un autre plan, la perception du rôle des facteurs comme l'accessibilité aux matières premières est relativement constante entre le 2<sup>ème</sup> trimestre et le 3<sup>ème</sup> (autour de 19%), mais en baisse de près de la moitié par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre (**47%**).

S'agissant du pouvoir d'achat des consommateurs, les opinions indiquent dans une grande proportion (**41,38%**) que leur impact a été peu important.

D'une manière générale, **46,55%** pensent que l'environnement des affaires demeure un frein, et non une opportunité.

Opportunités/forces	très important	Important	peu important	Sans avis	Total
Hausse des commandes / opportunités de marchés	18,97% ↓	20,69% ↓	<b>46,55%</b> ↗	13,79%	100,00%
Hausse du pouvoir d'achat des consommateurs	13,79% ↓	22,41% ↗	<b>41,38%</b> ↓	22,41%	100,00%
Accessibilité et coût des matières premières	<b>18,97%</b> ↓	25,86% ↓	44,83% ↗	10,34%	100,00%
Facteurs de production	<b>24,14%</b> ↗	22,41% ↓	46,55% ↗	6,90%	100,00%
Amélioration de l'environnement des affaires	24,14% ↓	22,41% ↓	46,55% ↗	6,90%	100,00%
Statut de Zone Economiquement Sinistré (SW, NW, EN)	<b>10,34%</b>	<b>22,41%</b>	<b>56,90%</b>	10,34%	100,00%

↓ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

Aussi, les chefs d'entreprises se sont une fois de plus exprimées sur la nécessité d'une régulation adéquate de certains secteurs spécifiques (jeux de hasard, diffusion de contenus TV, transport, télécoms, services financiers...),

Ces chefs d'entreprises attendent ensuite une meilleure diligence des

démembrements de l'administration fiscale sur le terrain, à l'effet de suivre scrupuleusement les contrôles fiscaux, réduire les chevauchements desdits contrôles et assurer un meilleur respect des dispositions fiscales.